

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 30 (2003)
Heft: 1

Artikel: Économie : la conjoncture suisse hoquette
Autor: Ribì, Rolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911855>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Patrick Luthy / Imagopress

Rolf Ribi, rédacteur de la Revue Suisse, s'entretenant avec le conseiller fédéral Pascal Couchepin.

La conjoncture suisse hoquette

ROLF RIBI

La croissance économique de la Suisse boîte, aucune embellie n'est en vue. Ne s'agit-il que d'une stagnation passagère, comme l'affirme le conseiller fédéral Pascal Couchepin? Ou bien la longue panne de croissance de l'économie suisse a-t-elle des causes plus profondes?

LE PUBLIC SUISSE n'en est pas encore revenu! L'automne dernier, la «Neue Zürcher Zeitung», ce chantre du libéralisme, annonçait des mesures draconiennes: pour économiser 20 millions de francs, l'éditeur

supprime 80 emplois et licencie 27 collaborateurs. On n'avait jamais rien vu de tel pendant les deux cents ans d'existence de ce journal mondialement connu. Le marasme économique et la diminution concomitante des annonces ont touché la «Vieille Dame» au cœur.

Elle n'est pas brillante, la situation économique de la Suisse. Le moteur de la conjoncture tousse, la croissance est morose depuis longtemps, la reprise se fait attendre. A fin 2002, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), le Centre d'études conjoncturelles de l'EPF de Zurich et les grandes banques ont donc révisé fortement à la baisse leurs pronostics sur la conjoncture et la croissance. Les économistes du Département fédéral de l'économie s'attendent à un recul de la croissance de 0,2% en 2002 et à seulement 1% de croissance en 2003, tandis que la moyenne du chômage sera de 3,2%.

L'économie suisse traverse-t-elle une récession, ou ne s'agit-il que d'une stagnation? Dans un entretien accordé à la «Revue

Suisse», le chef du Département fédéral de l'économie (DFE), le conseiller fédéral Pascal Couchepin, disait encore en 2002: «Nous avons affaire à une stagnation, avec une croissance zéro, qui pourrait se transformer en récession si le climat mondial se détériore.» Dans une caricature du quotidien Blick, un oculiste montre un tableau affichant «récession», mais le ministre lit «reprise» à travers ses lunettes. Il faudrait «un peu de courage» pour nommer la réalité économique par son vrai nom, tance la Neue Zürcher Zeitung, en constatant: «La Suisse se trouve en récession; le facteur décisif est le signe moins.»

Stagnation ou récession, une chose est claire: la Suisse a un problème de croissance, que la conjoncture monte ou descende. Couchepin est du même avis: «La croissance de notre économie est faible depuis dix ans. Nous avons perdu le tempo par rapport à l'étranger.» Avec une expansion annuelle moyenne de 1,1% entre 1992 et 2001, la Suisse a effectivement dégringolé au dernier

rang de tous les Etats de l'Union européenne et de l'Espace économique européen. Si cette évolution se poursuit, la prospérité de notre pays sera inférieure, d'ici 2015, à celle de pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Finlande.

La «performance» économique insuffisante de la Suisse a surtout des causes maison, comme le prouvent deux documents intéressants, le Rapport sur la croissance du Département fédéral de l'économie, paru l'an dernier, et une nouvelle étude du think tank «Avenir Suisse» sur l'isolement (Alleingang) de la Suisse en Europe. Les auteurs parlent même d'une «décennie perdue», après le non à l'EEE de 1992, et des «occasions manquées de l'Alleingang». Cinq facteurs affectent la croissance économique de façon décisive: concurrence, productivité, savoir humain, activité de l'Etat, ouverture internationale.

Manque de concurrence

Une forte concurrence intérieure et la compétition avec l'étranger améliorent les prestations des entreprises, elles stimulent les innovations, dopent la productivité et font baisser les prix. Or, le bilan de l'économie suisse est sans équivoque depuis des décennies: «concurrence insuffisante». Dans plusieurs branches du secteur privé, des ententes sur les prix, quantités, normes et marchés garantissent le «calme plat» et des gains assurés. Dans le secteur public, les prix administrés, les tarifs, redevances et taxes promettent des recettes fixes aux autorités et entraînent des surcoûts pour l'économie et les ménages.

Pourquoi les choses ne bougent-elles pas davantage, depuis longtemps, dans la concurrence, sur le plan national? «Derrière les prix rigides d'un cartel, il y a toujours des groupes d'intérêt», explique Couchepin, qui cite en exemple les problèmes de réforme de l'agriculture, les prix contrôlés par l'Etat dans le secteur de la santé ou la rigidité du marché immobilier, à cause du droit des baux et de l'aménagement du territoire. Certes, la loi sur les cartels de 1996 sera légèrement durcie, la poste et les télécommunications se libéralisent, le marché de la viande s'entrouvre.

Mais le but d'une économie nationale dynamique, axée sur la concurrence, est loin d'être atteint. «Il y a encore des obstacles dans les mentalités», déclare Couchepin. Bruno Gehrig, vice-président du directoire

de la Banque nationale suisse, parle lui aussi d'un «manque de volonté en faveur de la concurrence, dans l'économie nationale», qui nous coûte «un prix substantiel, sous forme de baisse notable de la prospérité».

Des prix élevés

Les conséquences directes de l'absence de concurrence sont évidentes: en Suisse, les biens indigènes sont nettement plus chers sur certains marchés, et le sont de toute façon par rapport à l'étranger, ce qui est un handicap pour notre industrie d'exportation et pour le tourisme – et la cause du coût élevé de la vie dans notre pays.

D'après une étude du Bureau des statistiques de l'Union européenne sur le niveau des prix, la Suisse fait partie du groupe de tête, avec le Danemark, l'Islande et la Nor-

ductivité). Les Confédérés travaillent davantage et plus longtemps qu'ailleurs, et les 82% de personnes actives de la population résidente mettent notre pays au premier rang de l'emploi. Le palmarès est cependant moins brillant sur le plan de la productivité: «Dans l'économie nationale, l'évolution de la productivité est décevante. Elle est nettement inférieure à la performance des exportateurs», déclare le vice-président de la Banque nationale, Bruno Gehrig. «Le ralentissement constant de l'augmentation de la productivité est le facteur-clé de la stagnation de la croissance», explique le Secrétaire d'Etat à l'économie. Serge Gaillard, économiste en chef de l'Union syndicale suisse, prend toutefois le contre-pied: «La productivité des travailleurs a fortement augmenté cette dernière décennie.»



Patrick Lüthy / Imagopress

Pascal Couchepin: «Nous avons affaire à une stagnation au taux de croissance zéro. Elle pourrait tourner à la récession si le climat mondial se détériorait.»

vège. Ainsi, les aliments y coûtent 50%, la viande 89%, le poisson 59%, les légumes 57% de plus que dans les pays de l'UE.

Productivité insuffisante

Comment un pays peut-il produire davantage de biens et de prestations de services? En y consacrant plus d'heures de travail ou en augmentant le rendement horaire (pro-

ductivité). Comment Couchepin voit-il le problème de la productivité? «Nous avons un taux d'emploi élevé et peu de chômeurs, ce qui diminue la productivité. L'étranger envoie davantage de chômeurs à l'assistance, ce qui améliore la productivité du travail. Nous avons des secteurs de faible productivité, comme l'agriculture et le tourisme.» Quant à la productivité du secteur financier ou →

de l'administration, elle ne peut guère être mesurée. Il reste que les Etats-Unis montrent qu'il est possible d'atteindre une productivité élevée avec un chômage relativement faible.

Importance du capital humain

La productivité d'une heure de travail dépend de l'équipement du poste de travail (capital réel), de la formation de la main-d'œuvre (capital humain) et du savoir-faire (technologie). De nos jours, l'attention se porte avant tout sur le capital humain: plus la formation professionnelle et la spécialisation sont poussées, plus la main-d'œuvre est productive.

Economiesuisse, l'organisation faitière de l'économie suisse, entend promouvoir le capital humain grâce à une «offensive permanente sur le front de la croissance». Ce puissant groupe de pression exige que les dépenses en faveur de la formation et de la recherche augmentent de 6,5% par an entre 2004 et 2007. Les partis de gauche ne disent pas autre chose: «Le Département fédéral de l'économie détient la clé principale d'une augmentation de la productivité», déclare le conseiller national Rudolf Strahm (PS), qui réclame plus d'investissements dans la formation professionnelle et le per-

fectionnement du capital humain. Le syndicaliste Serge Gaillard cite dans la conversation la revalorisation des hautes écoles spécialisées (HES) et l'adaptation de la formation professionnelle à de nouveaux métiers et à de nouvelles technologies – sans oublier l'école primaire: «Tout jeune doit être capable d'accéder au moins à un apprentissage.»

Investir dans la matière grise des Suisses, telle est aussi la volonté de notre ministre de l'Economie, qui souligne les efforts entrepris à l'école, dans la formation professionnelle, dans les HES et les universités. En automne, à la demande du gouvernement, le Parlement a relevé les crédits en faveur de la formation et de la recherche. «C'est là l'unique bonne voie. Selon la Constitution fédérale, l'Etat doit jouer ici le rôle principal.»

Le rôle de l'Etat

En matière de croissance économique, l'Etat joue un rôle fondamental. Mais «combien» d'Etat faut-il, jusqu'où la quote-part de l'Etat (part des dépenses publiques, assurances sociales comprises, dans le produit social brut) et la quote-part fiscale (part des recettes fiscales dans le produit social brut) peuvent-elles aller? A long terme, les dé-

penses publiques en faveur des infrastructures (transports et télécommunications, par exemple) ou de la formation et de la recherche stimulent le taux de croissance d'une économie. Le système de la sécurité sociale favorise la paix du travail et contribue à stabiliser l'économie. Mais d'un autre côté, le secteur privé travaille plus efficacement que le secteur public, les prestations de l'Etat coûtent souvent trop cher ou renchérisse d'un coup, les impôts trop élevés sur le revenu et les entreprises freinent l'audace et l'esprit d'innovation.

En ce qui concerne la quote-part de l'Etat et la quote-part fiscale, la Suisse se situe légèrement en dessous de la moyenne des grands pays industriels, pour le plus grand bien de son économie. Mais l'association faitière de l'économie déplore quand même qu'entre 1990 et 2000, la quote-part de l'Etat ait augmenté en Suisse de 4,7%; la quote-part fiscale a même augmenté de 5,3% au niveau fédéral. «Toute augmentation de 1% de la quote-part de l'Etat entraîne une baisse de croissance de 0,15%», rappelle Rudolf Walser, d'Economiesuisse. Un autre problème persiste cependant: le vieillissement de la population ne permettra pas d'abaisser notablement les charges sociales.

Un isolement coûteux

La Suisse, on l'a dit, est en queue de toute l'Europe quant à la croissance économique. Y a-t-il un lien de cause à effet avec l'isolement politique qui a suivi le non à l'EEE de 1992 et avec la non-adhésion à l'Union européenne? «Pas tout à fait», répond le conseiller fédéral Couchepin, qui rappelle le manque de concurrence à l'intérieur du pays. Quoique... «Avec l'EEE, nous aurions atteint bien des choses. Le peuple en a décidé autrement. C'est dommage, mais en démocratie, le peuple a toujours raison.»

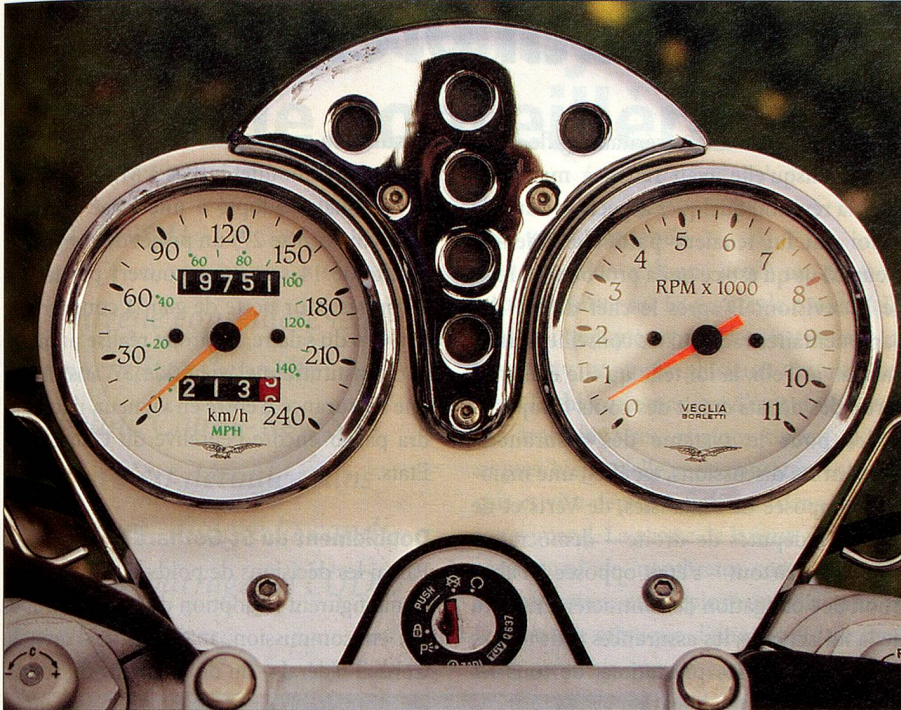
Le commerce extérieur de la Suisse (40% de la production est exportée) est supérieur à celui d'autres pays. Nos produits d'exportation passent pour compétitifs sur les marchés internationaux. Mais un constat s'impose: ces dernières années, la Suisse n'a pas réussi à augmenter ses parts de marché internationales. D'autres pays ont eu plus de succès.

L'isolement de la Suisse en Europe a des conséquences: «C'est un handicap pour la Suisse de n'être pas obligée d'appliquer automatiquement les libéralisations exigées

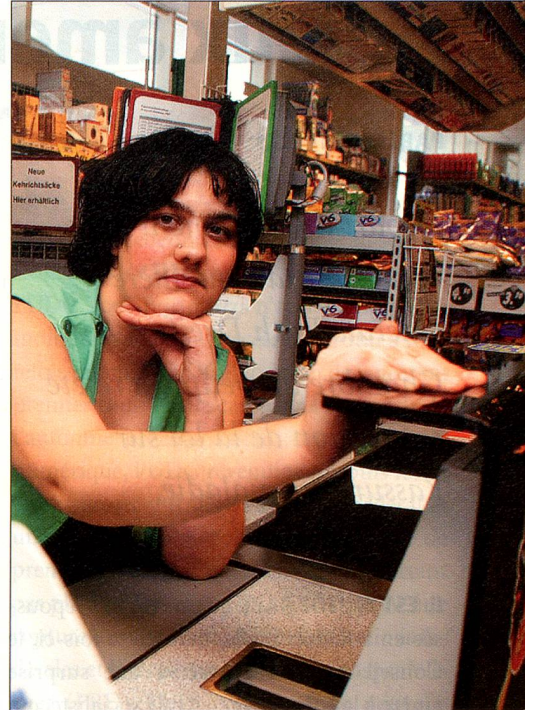


Imagopress

Le secteur tertiaire n'est pas non plus à l'abri des séquelles de la mauvaise situation économique.



Imagopress



Le moteur de la conjoncture suisse tousse.

A l'attente de la clientèle dans un magasin d'alimentation.

dans l'UE», affirme Aymo Brunetti, économiste en chef au Seco. «Les accords bilatéraux avec l'Union européenne n'ont pas des effets aussi complets que si nous avions adhéré à l'EEE.»


La Suisse reste compétitive

Malgré tous ces avertissements, notre économie reste encore compétitive sur le plan international: dans le palmarès des places économiques dressé par l'IDHEAP (Lausanne), la Suisse figure au septième rang (champion: les Etats-Unis), et même au sixième dans la liste des pays les plus compétitifs établie par le Forum économique mondial (champion: toujours les Etats-Unis).

Y a-t-il un espoir que l'économie retrouve son potentiel de croissance (c'est-à-dire le rendement économique foncièrement possible) de 2%? Pascal Couchepin est confiant: «Notre marché de l'emploi est flexible, les taux d'intérêt des investissements sont bas, le secteur des exportations est compétitif et la Banque nationale mène une politique monétaire souple.» Mais il ajoute: «Un programme conjoncturel suisse ne nous permettra pas de relancer la conjoncture mondiale.» Pour l'économiste Serge Gaillard, la Banque nationale est la principale institution chargée de stabiliser la

conjoncture et d'empêcher le franc de s'apprécier davantage face à l'euro. «La direction actuelle de la banque d'émission fait du bon travail.»

Une seconde fois, la «Neue Zürcher Zeitung» a créé la surprise en 2002. Sous le titre «L'économie suisse au Purgatoire», le chef du cahier économique, Gerhard Schwarz, écrivait: «L'économie suisse donne actuellement d'elle une image combinant l'incapacité et l'amoralisme.» Plusieurs grandes entreprises nationales se trouveraient «dans

une sorte d'état de crise permanent». Les mauvaises décisions de stratégie, les échecs entrepreneuriaux et l'aberration morale de certains gestionnaires auraient entraîné une «perte de confiance foudroyante du public vis-à-vis des dirigeants de l'économie». «Ce qu'il faut à l'économie suisse est un Purgatoire dantesque.» Voilà une musique qu'on n'a jamais entendue de la part de la «Vieille Dame» de la Falkenstrasse! 

Bibliographie

Le rapport sur la croissance. Département fédéral de l'économie, Berne 2002. Edité par le Secrétariat d'Etat à l'économie, Bundesgasse 8, 3003 Berne. Téléphone 031 324.08.60, www.seco-admin.ch

Uwe Wagschal, Daniele Ganser und Hans Rentsch, **Avenir Suisse: Der Alleingang – Die Schweiz 10 Jahre nach dem EWR-Nein.** Orell Füssli Verlag, Zürich 2002, www.ofv.ch

Pascal Couchepin: **Je crois à l'action politique.** Entretiens avec Jean Romain. L'Age d'Homme, Lausanne 2002